ALTERNATIVE Police
47-49 avenue Simon BOLIVAR 75019 PARIS
☎ : **01.80.49.66.87 -** ✉ : secretariat@alternativepn.fr
www.alternativepn.fr

Paris, le 26 mars 2021

Communiqué de presse

2021, l'année de toutes les violences ?
ALTERNATIVE Police alerte sur la recrudescence des agressions et des attaques contre les policiers

Depuis deux décennies, les policiers sont confrontés à de plus en plus de violences dans l'exercice de leurs missions.

Refus d'obtempérer, agressions, attaques, guet-apens, violences urbaines, tentatives d'homicide sont devenus le lot quotidien des forces de sécurité.

Aujourd'hui, **ALTERNATIVE Police tire le signal d'alarme et demande à l'ensemble de la classe politique et des pouvoirs publics de se mobiliser** pour que l'autorité de l'état, quelle que soit la profession, soit fermement réaffirmée ! (Police, gendarmerie, polices municipales, pompiers, personnels pénitentiaires, éducation nationale, médecins, infirmières, etc.)

ALTERNATIVE Police est particulièrement inquiet sur l'orientation que prend l'année 2021 avec de plus en plus de remises en cause sur l'utilité, le rôle et les missions des forces de sécurité notamment par des personnalités publiques, qu'elles soient politiques ou people dont la parole médiatique pourrit au quotidien le travail des policiers dans le seul but de remettre en cause l'ordre établi.

Afin de démontrer la réalité des forces de sécurité, **ALTERNATIVE Police a réalisé des statistiques pour le premier trimestre 2021 et les chiffres sont effarants.**

- 69 communes, et pas des moindres, ont connu des violences contre les policiers.
- 162 interventions lors desquelles les policiers ont été confrontés à des actes de violences.
- 83 policiers ont été blessés dont 5 hors service.
- 15 d'entre eux ont subi de 2 à 21 jours d'ITT.

Cette liste est non exhaustive car elle ne concerne que les affaires portées à notre connaissance et médiatisées ce qui laisse craindre une situation bien plus alarmiste encore.

Pour ALTERNATIVE Police, le pire reste à venir si collectivement et unanimement il n'y a pas la volonté de mettre un terme à ces exactions qui mettent en danger la vie des policiers et celle de nos concitoyens.

Pour que notre démocratie reste digne, il faut que ses lois soient respectées par tous et pour cela il faut qu'elles puissent avant tout être appliquées.